

« Touche pas à leurs potes ! »

27 mars 2014



Chérif ABDEDAIM

La LDJ (Ligue de Défense Juive) rend hommage, par écrit sur son site, à l'assassin de 25 musulmans en prière à la mosquée d'Ibrahim, à Hébron en février 1994, il y a 20 ans.

Apologie d'un massacre qui ne fait pas lever un sourcil le ministre de l'Intérieur français, Manuel Valls, pourfendeur exclusif de quenelles. Les fascistes de la LDJ peuvent ainsi célébrer Baruch Goldstein, en toute impunité. Il n'y aura ni interdiction, ni procès, ni Conseil d'Etat. L'incitation à la haine et à la violence est autorisée quand elle vise des Palestiniens. En revanche, Boualem Snaoui, l'un des porte-parole départemental d'« Ensemble » a été emmené menotté, et a passé près de 8 heures en garde à vue dans les commissariats de Deuil-la-Barre et d'Enghien. ET pour quelle raison ? Une plainte déposée par René Taieb, candidat PS aux élections municipales de Montmagny, et responsable du CRIF pour le département, pour dégradation de ses affiches apposées sur les panneaux dédiés à la libre expression publique dans la commune de Montmagny et « incitation à la haine raciale ». Ce que le suppôt du CRIF qualifie de « haine raciale », ce sont les affiches apposées par Boualem portant les mentions suivantes : « En 4 ans, l'armée israélienne a détruit 12 000 maisons palestiniennes et déraciné 200 000 oliviers (rapport B'tselem, ONG israélienne) ». Quel rapport donc avec la sécurité d'Israël ? Dans ce cas de figure, certains pourraient s'interroger pour la énième fois pourquoi les autorités françaises passent sous silence les actes racistes (agressions et autres) des « guerriers d'Israël » en France alors que la moindre critique du régime sionistes est passible de dures sanctions. La réponse pourrait nous être fournie par les révélations qui éclaboussent ça et là la scène politique française. Dans ce sens, la dernière en date nous est débitée par un homme d'affaires américain dévoué à la cause sioniste affirmant que François Hollande avait reçu de l'argent via son organisation lors des primaires socialistes de 2011. Le 4 décembre 2013, le site d'un hebdomadaire de la communauté juive californienne, dénommé The Jewish Journal, a publié un article détonnant -et jusqu'alors passé inaperçu- à propos de l'activisme pro-israélien en France. Intitulé « Pouvoir Juif and French concerns over the nuclear deal », le papier de Rob Eshman postule l'idée suivante : la position intransigeante de Paris envers Téhéran - sur la question nucléaire - s'expliquerait partiellement par le lobbying efficace et discrètement pratiqué par ELNET (European Leadership Network), une organisation sioniste fondée en 2007. Son président et cofondateur, Larry Hochberg, est un entrepreneur américain qui, après avoir fait fortune dans le commerce des jouets et des vêtements sportifs, s'est investi dans la cause pro-israélienne en rejoignant l'AIPAC (groupe de pression auprès des parlementaires) et en dirigeant l'association des « amis des forces de défense d'Israël » (FIDF). Ainsi, interrogé par The Jewish Journal, Larry Hochberg se vanta d'avoir influencé avec succès des dirigeants européens et notamment français. Au cours de cette interview, il confia également que les donateurs pro-israéliens ont donné un tiers de l'argent pour aider Hollande à battre Martine Aubry lors des primaires. Voilà donc ce qui expliquerait le parti pris des dirigeants français à l'égard du régime sioniste. « Touche pas à leurs potes ! »

Chérif Abdedaïm

»» http://lnr-dz.com/index.php++cs_INTERRO++page=details++cs_AMP++amp ;id=32030